

## Petits-déjeuners gratuits, cantine à 1 euro : les maires et les parents n'ont pas confiance

8-10 minutes

*Petits-déjeuners gratuits, cantine à 1 euro, aisance aquatique... Les annonces se succèdent, savamment mises en scène, au nom de la lutte contre les inégalités. Le problème est lorsque l'on passe à la concrétisation. Quand ces mesures vont-elles s'appliquer ? Sur quels territoires ? Comment les finance-t-on ? On entre alors dans un océan d'incertitudes. La conférence de presse organisée le 24 avril dernier par la FCPE sur le thème de la cantine à 1 euro a fourni un exemple éclatant de la perplexité suscitée par la « com » trépidante du ministre. Rodrigo Arenas, co-président de la FCPE, a expliqué qu'il avait tout appris par la presse et qu'il attendait toujours un rendez-vous officiel. Les trois élus locaux présents étaient tout autant dans le brouillard et inquiets : ces mesures vont-elles encore peser sur leurs budgets déjà amputés ? Retour sur une conférence de presse sous tension des annonces ministérielles.*



La conférence de presse était organisée au lendemain du lancement des petits-déjeuners gratuits dans les écoles. On avait vu à la télé le ministre Jean-Michel Blanquer partager une petite collation aux côtés de petits écoliers. But affiché : " s'attaquer aux racines des inégalités " en s'assurant que les enfants de milieux défavorisés arrivant à l'école sans avoir mangé, commencent la journée le ventre plein, afin de leur permettre de mieux apprendre.

Rodrigo Arenas, co-président de la FCPE, la première fédération de parents d'élèves, a regretté que cette mesure ait été décidée sans aucune concertation avec les parents et les élus, pourtant directement concernés. Tout comme la cantine à 1 euro qui devait être lancée dans la foulée des petits-déjeuners, selon la secrétaire d'Etat auprès de la ministre des Solidarités et de la Santé Christelle Dubos. L'opération cantine, prévue d'ici la fin avril, semblait toutefois prendre du retard.

" Nous avons demandé une audience à la secrétaire d'Etat afin d'en savoir plus sur toutes ces mesures mais nous n'avons toujours aucune réponse, a déploré Rodrigo Arenas. En attendant, nous recevons de nombreux coups de téléphone des parents et nous ne savons pas quoi leur répondre. "

### **Ras-le-bol face aux effets d'annonce**

" Il va falloir que l'on gère des petits-déjeuners maintenant ? Et la cantine à 1 euro ? Et le plan Aisance aquatique ? Mais qu'est-ce que c'est que cette histoire ? ". Ludovic Toro, maire UDI de Coubron, une commune de 4 800 habitants de Seine-Saint-Denis, a bien résumé l'état d'esprit des trois élus présents : un ras-le-bol face aux " effets d'annonce " du ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer, qui les mettent en difficulté. Leurs administrés voient en effet passer les annonces et les prenant pour argent comptant, attendent de leur élus qu'ils les mettent pas en place.

Concernant la cantine, toutes les communes d'Ile-de-France et de nombreuses aussi en région ont déjà des tarifs sociaux en fonction des revenus. La plupart du temps, le prix plancher, réservé aux familles les plus défavorisées, est d'ailleurs bien inférieur à 1 euro.

Aux Lilas (Seine-Saint-Denis), les tarifs sociaux, instaurés au début des années 2000, s'échelonnent de 30 centimes à 4,70 euros. Le taux de fréquentation de la cantine en primaire est passé de 50% des enfants à plus de 90% . " Si l'on devait mettre un tarif à 1 euro, cela supposerait de tripler le prix pour les familles les plus défavorisés ", calcule Lionel Benharous, adjoint PS au maire des Lilas, chargé de l'éducation.

L'élue reconnaît toutefois qu'il y a là un vrai sujet : pour les enfants les plus pauvres, le repas du midi est souvent le seul équilibré et complet de la journée. " Mais la question est plus large et porte sur ce que l'on veut faire de ce temps du midi, souligne l'adjoint au

maire, prof d'histoire-géo. Si on l'aborde exclusivement sous l'angle de la cantine à 1 euro, cela reste un beau slogan. "

Paris a également mis en place des tarifs sociaux, le plus bas à 13 centimes. " L'enjeu aujourd'hui est bien plutôt la suppression des plastiques et des perturbateurs endocriniens dans la restauration scolaire ", souligne l'adjointe au maire du 11<sup>ème</sup>, Olivia Hicks. Dans son arrondissement, le seul de la capitale dirigé par un écologiste, les repas sont bios à plus de 96%.

### **Manque de concertation**

Ce qui met les élus le plus en colère est le manque de concertation et au delà, le manque de considération à leur égard. La cantine à 1 euro, tout comme les petits-déjeuners gratuits, avaient été annoncés dans le Plan pauvreté dévoilé le 13 septembre 2018 par Emmanuel Macron. Avec la même idée : combattre " les inégalités de naissance " en assurant des conditions d'apprentissage égales à tous.

Le financement et les modalités d'application n'ont été annoncés que bien plus tard, en avril, sans consultation des élus locaux. Pour la cantine à 1 euro, l'État a décidé de donner 2 euros aux communes qui s'engagent à proposer des tarifs sociaux à 1 euro, en se basant sur un repas à 4,50 euros. Or ce coût est largement sous-estimé, selon les élus.

" A Coubron, la cantine revient à 12 euros par élève car il faut compter le repas mais aussi le coût des personnels, explique le maire. Nous avons un chef-cuisinier, nous cherchons les meilleurs produits. Or nos finances sont aujourd'hui telles que j'en suis à me demander si je ne vais pas fermer la cantine. Je n'arrive déjà pas à réparer les fuites dans les classes ! " Sa commune a perdu 50 % de ses ressources au cours des quatre dernières années.

### **Equilibre alimentaire**

Sur les petits-déjeuners, les élus soupçonnent là encore un coup de com. " On nous dit aujourd'hui : vous allez donner à manger le matin, explique Ludovic Toro. Mais si l'on doit gérer les petits-déjeuners, il faut du personnel. Et l'État va encore accuser les maires de ne pas jouer le jeu. Pareil pour la piscine : qui va payer pour emmener les enfants en bus et pour les lignes dans les piscines ? Assez de demander aux maires ! "

Ludovic Benharous estime que l'État se trompe en faisant des petits-déjeuners gratuits une question de justice sociale. " Aux Lilas, chaque année nous organisons une animation le matin dans les écoles. Nous demandons à cette occasion qui a pris un petit-déjeuner et beaucoup disent n'avoir rien mangé. Mais ce n'est pas le fait d'une catégorie sociale, c'est une question d'organisation familiale. On est pressé, on ne prend pas le temps... "

Les élus - dont deux sont médecins - ont aussi pointé le risque de déséquilibre nutritionnel. La plupart des enfants arrivent ayant pris un petit-déjeuner. Dans les écoles volontaires, ils enchaîneront avec une deuxième collation, ce qui est trop et qui va à l'encontre des campagnes contre l'obésité.

Enfin, il y a le coût financier. La mesure est réservée aux écoles volontaires situées en éducation prioritaire ou dans des communes en difficultés. Dans les 8 académies qui l'expérimentent, l'État a prévu 6 millions d'euros de financement. L'an prochain, avec la généralisation, il portera son aide à 12 millions d'euros. Cela suffira-t-il, en tenant compte là encore des frais de personnel, les enseignants n'en étant a priori pas chargés ?

### **" L'allié de tous les maires de France "**

Le 25 avril, au matin de la conférence de presse du président Macron, le ministre Jean-Michel Blanquer a tenu à rassurer les maires sur ces questions, dans une interview à " La Gazette des communes » . " Je suis l'allié de tous les maires de France ", proclame-t-il.

Il explique que la cantine à 1 euro " est une opportunité proposée aux communes rurales les plus fragiles." " Personne n'est obligé d'en bénéficier, précise-t-il, même si nous incitons les communes qui ont des élèves défavorisés à profiter de cette opération. Le dialogue existe, commune par commune, et nous espérons des avancées importantes pour la rentrée prochaine. L'objectif est d'encourager une tarification sociale volontariste et que l'État puisse aider au financement de la tranche la plus basse, en fournissant deux euros à la commune quand elle fait payer un euro à la famille. "

" Il serait dommage qu'il y ait dispute à chaque nouveau progrès social doté d'une aide supplémentaire de l'État, poursuit encore le ministre, car un élève mal nourri est un élève qui va mal apprendre.

"

Nul ne sait si les maires auront été convaincus. Mais le ministre, qui aime à se plaindre des " caricatures " dont il fait l'objet, aura beau dire : entre la précipitation de ses annonces très orchestrées et le flou qui entoure leur application et leur financement, il contribue lui-même largement à entretenir la défiance.

**Véronique Soulé**